

Initiatives ministérielles

Que se passera-t-il si nous continuons à reculer et à dire à Saddam Hussein: «Cela ne fait rien. Les dates limites ne veulent rien dire. Ne vous occupez pas des États-Unis. Cela n'a pas d'importance». À mon avis, les gens libres et réfléchis doivent quelquefois tenir bon, défendre leurs principes et prendre position sur des questions comme celle-ci. Ce jour est venu, et j'appuie cette attitude.

[Français]

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Madame la Présidente, la crise dans le golfe Persique attire l'attention de tous les gens. Il est difficile d'aller où que ce soit sans entendre parler de la crise et du danger d'une guerre.

J'écoutais le ministre en face à la fin de son discours, alors qu'il disait au sujet des sanctions, des embargos, qu'il n'y a pas de preuve qu'ils ont un effet. Il m'est assez difficile de comprendre cela lorsqu'on voit, dans toutes les analyses faites par les plus grands experts du monde entier, que les sanctions contre l'Irak portent fruit. Je pourrais vous citer ici des articles, des chiffres qui ont été remis au Congrès américain par le sénateur Mitchell, un homme qui a une grande réputation au Congrès. Le sénateur Gore du Tennessee, le sénateur Edward Kennedy et même les dirigeants de la CIA américaine ont dit que, effectivement, les sanctions sont très efficaces contre l'Irak.

Malgré cela, il y a des gens qui disent que les sanctions ne réussissent pas à mettre l'Irak à genoux. Même nos propres collègues ici dans cette Chambre, le député de Winnipeg—Sud—Centre, M. Axworthy, le député néo-démocrate, M. Svend Robinson et le député conservateur, M. Corbett ont vu de leurs yeux qu'effectivement, les sanctions sont en train de battre l'Irak dans son rôle d'agresseur.

Toute la question de l'histoire du Moyen-Orient ne commence pas le 2 août. C'est sûr. Ce n'est pas à cause de l'invasion du Koweït par l'Irak que tout le monde a pris connaissance du Moyen-Orient comme jamais cela ne s'était vu dans l'opinion publique. Cette question-là date depuis 100 ans, 100 ans d'injustice, 100 ans d'exploitation des gens parce qu'ils ont du pétrole sur leur sol. Il y a des pays dans le monde qui ont l'intention de prendre possession de cette richesse, même si elle ne se trouve pas chez eux. Est-ce qu'il est surprenant qu'on ait une crise au Moyen-Orient, et que finalement, cela ait éclaté?

J'écoutais, au Congrès américain, différents sénateurs—évidemment, ils possèdent des informations privilégiées, parce qu'ils ont prétendument et je n'en doute aucunement, des sources d'informations sur ce qui

se passe—ces sénateur, dis-je, ont donné des preuves remarquables de l'effet des sanctions. Je pourrais vous en citer quelques-unes en passant: 90 p. 100 des importations vers l'Irak sont arrêtés. Même, madame la Présidente, l'argent iraquien, l'argent en papier est imprimé en Angleterre. Est-ce que cela vous donne une idée à quel point l'Irak est à genoux? Ils n'ont pas d'infrastructure industrielle dans ce pays-là. Ils sont passés des chameaux aux Cadillacs! Ils n'ont rien au niveau des infrastructures. Ils sont dépendants des importations de partout. Puis on a réussi, avec d'autres pays, à leur imposer un embargo.

• (1930)

Mais depuis les élections du 8 novembre au Congrès, on entend une autre histoire qui est de prendre des mesures militaires, de prendre le risque de déclencher une guerre dont le résultat est fort douteux, sans compter les milliers d'innocents qui vont mourir. Et pour quelle raison, quand on a un principe, c'est-à-dire l'appui des nations pour des sanctions, et graduellement? Ce sont des faits. Qu'on n'essaie pas de nous faire croire que les sanctions ne fonctionneront pas. C'est faux! L'histoire va démontrer que si un conflit éclate, cela va être une tache noire contre les pays qui l'ont déclenchée, et qui n'est pas du tout nécessaire.

[Traduction]

Plus longtemps on continuera à appliquer les sanctions, plus l'Irak, l'agresseur, sera affaibli. Si l'agresseur s'affaiblit, qu'est-ce qu'on peut souhaiter de mieux en l'occurrence? Nous ne nous battons pas, et il s'affaiblit.

Logiquement, l'Irak ne peut pas continuer ainsi indéfiniment. L'agresseur, Saddam Hussein, doit composer avec un compte à rebours limité qui joue contre lui et qui est en notre faveur. Il ne faut pas être un grand stratège pour comprendre la situation interne précaire que connaît l'Irak.

En écoutant les sénateurs américains, il était évident que personne ne pouvait critiquer les sanctions. Personne ne pouvait dire qu'elles n'étaient pas efficaces, parce qu'elle le sont. Les Irakiens n'ont aucune infrastructure industrielle et ils n'ont pas d'industrie pour conserver la force militaire dont ils ont besoin. Les Irakiens dépendent entièrement des importations et, comme je l'ai déjà mentionné, leurs billets de banque sont imprimés en Angleterre. Imaginez-vous donc!

Le rôle du Canada dans toute cette affaire a été réduit. Nous ne sommes ni une force militaire ni une force de dissuasion. Néanmoins, nous ne nous sommes auparavant jamais sentis diminués à cause de la réputation dont nous jouissions de force de maintien de la paix. On nous faisait confiance, et nous avions une politique étrangère indépendante.